



# NON A L'AÉROPORT DE NOTRE DAME DES LANDES

Nous affirmons que, contrairement aux affirmations de la Direction générale de l'aviation civile, l'utilité publique du transfert de l'aéroport de Nantes à Notre Dame des Landes est clairement remise en cause.

Nous considérons que les déclarations répétées des grands élus des métropoles, départements et régions de Bretagne et Pays de Loire, ne servent qu'à tenter de masquer les **mensonges éhontés de l'étude de la DGAC** qui ont servi à justifier la DUP de 2008. Aucun d'eux n'ose aujourd'hui parler du fond du dossier. C'est pourquoi ils s'escriment piteusement à exploiter des faits divers vieux de plusieurs années, à fustiger la ZAD, riche en explorations novatrices, à **dilapider les fonds publics** dans de vaines pétitions calomnieuses, ou à tenter de réduire l'étendue des promesses de M. Hollande.

**Où est l'intérêt public** lorsque l'on voit les actions de Vinci progresser de 2,3 points en quelques heures après le rendu du jugement d'expulsion des habitants et paysans historiques ?

Nous, citoyens-nes, sommes convaincus et déterminés d'une autre conception de l'avenir de nos territoires, par la protection de la terre nourricière, la relocalisation de la production de l'alimentation, le soutien actif à une agriculture paysanne respectueuse de l'environnement, de la biodiversité et de l'homme. C'est pourquoi nous mettrons tout en œuvre pour **empêcher la réalisation de ce projet archaïque.**

Nous tenons à affirmer que tenter d'expulser les paysans historiques de la ZAD déclencherait immédiatement l'engagement, partout en France, d'actions de soutien.

**Aujourd'hui, ils sont les emblèmes de nos engagements, les expulsés serait nous expulser tous.**

Nous continuerons et amplifierons nos actions tant que nous n'aurons pas la garantie claire et sans ambiguïté qu'il n'y aura aucune expulsion sur la ZAD avant l'aboutissement total des recours en France et auprès de l'Europe.

Dans la ligne des déclarations de Ségolène Royal, nous demandons au gouvernement d'ordonner une **réelle étude objective de l'optimisation de l'aéroport actuel**, en prenant en compte l'énorme travail effectué par l'atelier citoyen.

**Manifestation nationale le 27 février**

Contact local : zad46@riseup.net



# NON A L'AÉROPORT DE NOTRE DAME DES LANDES

Nous affirmons que, contrairement aux affirmations de la Direction générale de l'aviation civile, l'utilité publique du transfert de l'aéroport de Nantes à Notre Dame des Landes est clairement remise en cause.

Nous considérons que les déclarations répétées des grands élus des métropoles, départements et régions de Bretagne et Pays de Loire, ne servent qu'à tenter de masquer les **mensonges éhontés de l'étude de la DGAC** qui ont servi à justifier la DUP de 2008. Aucun d'eux n'ose aujourd'hui parler du fond du dossier. C'est pourquoi ils s'escriment piteusement à exploiter des faits divers vieux de plusieurs années, à fustiger la ZAD, riche en explorations novatrices, à **dilapider les fonds publics** dans de vaines pétitions calomnieuses, ou à tenter de réduire l'étendue des promesses de M. Hollande.

**Où est l'intérêt public** lorsque l'on voit les actions de Vinci progresser de 2,3 points en quelques heures après le rendu du jugement d'expulsion des habitants et paysans historiques ?

Nous, citoyens-nes, sommes convaincus et déterminés d'une autre conception de l'avenir de nos territoires, par la protection de la terre nourricière, la relocalisation de la production de l'alimentation, le soutien actif à une agriculture paysanne respectueuse de l'environnement, de la biodiversité et de l'homme. C'est pourquoi nous mettrons tout en œuvre pour **empêcher la réalisation de ce projet archaïque.**

Nous tenons à affirmer que tenter d'expulser les paysans historiques de la ZAD déclencherait immédiatement l'engagement, partout en France, d'actions de soutien.

**Aujourd'hui, ils sont les emblèmes de nos engagements, les expulsés serait nous expulser tous.**

Nous continuerons et amplifierons nos actions tant que nous n'aurons pas la garantie claire et sans ambiguïté qu'il n'y aura aucune expulsion sur la ZAD avant l'aboutissement total des recours en France et auprès de l'Europe.

Dans la ligne des déclarations de Ségolène Royal, nous demandons au gouvernement d'ordonner une **réelle étude objective de l'optimisation de l'aéroport actuel**, en prenant en compte l'énorme travail effectué par l'atelier citoyen.

**Manifestation nationale le 27 février**

Contact local : zad46@riseup.net